

RCS : BOBIGNY Code greffe : 9301

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de BOBIGNY atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 2006 B 06958 Numéro SIREN : 490 864 790 Nom ou dénomination : Groupe BatiSanté
--

Ce dépôt a été enregistré le 13/07/2021 sous le numéro de dépôt 23394

VACHON ET ASSOCIES

ERNST & YOUNG et Autres

23985
13 JUL. 2021

Groupe BatiSanté
Exercice clos le 31 décembre 2020

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

VACHON ET ASSOCIES
23, rue Lulli
75002 Paris

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Paris

ERNST & YOUNG et Autres
Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex
S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

Groupe BatiSanté

Exercice clos le 31 décembre 2020

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux Associés de la société Groupe BatiSanté,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Groupe BatiSanté relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

☐ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

☒ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du comité de direction.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le comité de direction.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris et Paris-La Défense, le 31 mars 2021

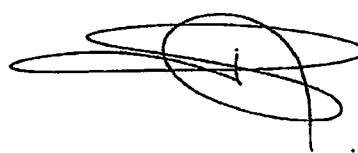
Les Commissaires aux Comptes

VACHON ET ASSOCIES

A stylized signature consisting of a vertical line on the left, a horizontal line extending to the right, and a curved line arching over the horizontal line.

Bertrand Vachon

ERNST & YOUNG et Autres

A signature consisting of several overlapping loops and a horizontal line crossing through them.

Sébastien Huet

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

31/12/2020

GROUPE BatiSanté

1. Table des matières

2.	Bilan consolidé en milliers d'euros /K€	3
3.	Compte de résultat consolidé en milliers d'euros K€.....	4
4.	Variation des capitaux propres - part du Groupe.....	5
5.	Tableau de financement par l'analyse des flux de trésorerie en milliers d'euros K€	6
6.	Référentiel comptable, méthodes de consolidation	7
6.1	Référentiel comptable	7
6.2	Méthodes de consolidation.....	7
6.3	Date de clôture des exercices des sociétés consolidées	7
7.	Méthodes et règles d'évaluation.....	7
7.1.	Écarts d'acquisition	7
7.2.	Immobilisations Incorporelles.....	8
7.2.1.	Marques et licences.....	8
7.2.2.	Logiciels et sites internet.....	9
7.3.	Immobilisations corporelles	9
7.4.	Test de dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	9
7.5.	Immobilisations financières.....	10
7.6.	Stocks et travaux en cours.....	10
7.7.	Clients et autres débiteurs	10
7.8.	Disponibilités	10
7.9.	Valeurs mobilières de placement.....	11
7.10.	Impôts différés	11
7.11.	Engagements de retraite et prestations assimilées	11
7.12.	Provisions.....	11
7.13.	Reconnaissance des produits	12
7.14.	Contrats de location-financement.....	12
7.15.	Critères retenus pour identifier les produits et les charges exceptionnels	13
7.16.	Résultat par action	13
7.17.	Estimations et jugements comptables déterminants	13
8.	Evènements significatifs de l'exercice	14
9.	Périmètre de consolidation	14
9.1.	Activité.....	14
9.2.	Informations sectorielles.....	14
9.3.	Liste des sociétés consolidées	15
10.	Comparabilité des comptes.....	15
10.1	Changements comptables	15

10.2	Changements de méthode de consolidation	15
11.	Explications des comptes du bilan et du compte de résultat et leurs variations.....	15
	Note 1. Écart d'acquisition	15
	Note 1a. Affectation des écarts d'acquisition	16
	Note 2. Immobilisations incorporelles	16
	Note 3. Immobilisations corporelles	16
	Note 3 a. Véhicules pris en Crédit-Bail	17
	Note 4. Immobilisations financières.....	17
	Note 5. Stocks et encours de production	17
	Note 6. Clients et comptes rattachés	18
	Note 7. Autres créances et comptes de régularisation	18
	Note 8. Disponibilités	18
	Note 9. Provisions.....	19
	Note 10. Dettes financières et emprunts	19
	Note 10 a. Dettes de crédit-bail	19
	Note 10 b. Échéancier des dettes financières	19
	Note 11. Fournisseurs.....	20
	Note 12. Dettes et comptes de régularisation	20
	Note 13. Impôts différés.....	20
	Note 14. Chiffre d'affaires	21
	Note 15. Autres produits	21
	Note 16. Achats consommés	21
	Note 17. Charges de personnel	22
	Note 18. Autres charges d'exploitation.....	22
	Note 19. Impôts et taxes	22
	Note 20. Variations nettes des amortissements et des dépréciations	23
	Note 21a. Produits financiers	23
	Note 21.b Charges financières.....	23
	Note 21.c Reprises financières	24
	Note 22.a Produits exceptionnelles	24
	Note 22.b Charges exceptionnelles.....	24
	Note 23.a Impôts sur le bénéfice	24
	Note 23.b Impact des impôts différés sur le compte de résultat.....	25
	Note 23.d Preuve d'impôt	25
	Note 24. Dotation aux écarts d'acquisition	25
	Note 25. Évènements Post clôture	26
	Note 26. : Engagements Hors Bilan	26

2. Bilan consolidé en milliers d'euros

	Note	2020.12	2019.12
ACTIF			
Capital souscrit non appelé			
Ecart d'acquisition	1	6 188	7 839
Immobilisations incorporelles	2	83	20
Immobilisations corporelles	3	3 285	3 176
Immobilisations financières	4	361	359
Total actif immobilisé		9 917	11 394
Impôts différés - actif	13 & 23	1 133	802
Stocks et en-cours	5	1 086	974
Clients et comptes rattachés	6	12 853	13 509
Autres créances et comptes de régularisation	7	3 076	2 864
Disponibilités	8	14 837	9 275
Total actif circulant		32 985	27 423
Total de l'actif		42 902	38 817
PASSIF			
Capital		21 004	21 004
Primes liées au capital		116	116
Réserves		(52 561)	(53 405)
Résultat de l'exercice		2 677	843
Total capitaux propres		(28 765)	(31 442)
Provisions	9	4 411	4 461
Impôts différés - passif	13 & 23		
Emprunts et dettes financières	10	48 642	51 015
Fournisseurs et comptes rattachés	11	4 681	4 813
Autres dettes et comptes de régularisation	12	13 932	9 970
Total dettes		71 667	70 259
Total du passif		42 902	38 817

3. Compte de résultat consolidé en milliers d'euros

	Note	2020.12	2019.12
Chiffre d'affaires	14	50 433	51 288
Achats consommés	16	(4 203)	(4 161)
Autres charges externes	18	(7 411)	(8 188)
Autres achats consommés		(11 614)	(12 349)
Charges de personnel	17	(28 540)	(27 845)
Impôts et taxes	19	(1 311)	(1 225)
Variations nettes des amortissements et des dépréciations	20	(2 290)	(3 074)
Autres produits d'exploitation	15	689	752
Résultat d'exploitation		7 367	7 546
Résultat financier	21	(1 369)	(1 479)
Résultat courant des sociétés intégrées		5 999	6 067
Résultat exceptionnel	22	61	(2 209)
Impôt sur les bénéfices	13 & 23	(1 732)	(1 364)
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	24	(1 651)	(1 651)
Résultat net de l'ensemble consolidé		2 677	843
Part Groupe		2 677	843
Intérêts minoritaires			
Résultat net - Part du Groupe		2 677	843
Nombre d'actions BAI		21 004	21 004
Résultat par action		0,067	0,088

Les flux d'activité mentionnés au compte de résultat ci-dessus correspondent à une période de 12 mois pour l'ensemble des entités du périmètre de consolidation.

4. Variation des capitaux propres - part du Groupe

	Capital	Primes liées au capital	Réserves	Résultat de l'exercice	Capitaux Propres
Solde au 01.12.2019	21 004	116	(56 246)	2 841	(32 285)
Affectation du résultat de l'exercice n-1			2 841	(2 841)	
Part du Groupe dans le résultat				843	843
Solde au 31.12.2019	21 004	116	(53 405)	843	(31 442)
Affectation du résultat de l'exercice n-1			843	(843)	()
Part du Groupe dans le résultat				2 677	2 677
Solde au 31.12.2020	21 004	116	(52 551)	2 677	(28 765)

Le capital de Groupe BatiSanté est constitué de 21 003 542 actions entièrement libérées au 31 décembre 2020.

5. Tableau de financement par l'analyse des flux de trésorerie en milliers d'euros

	2020.12	2019.12
Résultat net total des sociétés consolidées	2 677	843
Elimination des amortissements et provisions	3 442	5 644
Variation de la dépréciation des stocks et des créances clients	(163)	42
Impôts différés	(331)	(403)
Variation des intérêts courus et capitalisée - impact non cash	671	636
Elimination des plus ou moins values de cession d'immobilisations	78	233
Elimination des dividendes reçus	(3)	(3)
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	6 371	6 992
Variation du stock de marchandises et des produits finis	(101)	27
Variation des créances clients liées à l'activité & autres créances	777	26
Variation brute des dettes fournisseurs liées à l'activité & autres dettes	3 668	1 406
Variation du besoin en fonds de roulement	4 344	1 459
Flux net de trésorerie généré par l'activité	10 715	8 451
Acquisition d'immobilisations	(2 141)	(2 347)
Cession d'immobilisations	27	65
Dividendes reçus	3	3
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(2 111)	(2 278)
Emission d'emprunts yc la dette du Crédit Bail	2 009	
Remboursement d'emprunt yc les dettes du Crédit Bail	(5 052)	(5 263)
Flux de trésorerie net généré par les opérations de financement	(3 043)	(5 263)
Variation de la trésorerie par les flux	5 562	909
Trésorerie d'ouverture	9 267	8 358
Trésorerie de clôture	14 830	9 267
Variation de la trésorerie par les soldes	5 562	909

6. Référentiel comptable, méthodes de consolidation

6.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés du groupe BatiSanté sont établis conformément aux règles et principes comptables en vigueur en France. Les dispositions du règlement n°99-02 du Comité de la Réglementation Comptable sont appliquées.

Toutes les sociétés du Groupe BatiSanté clôturent au 31 décembre.

Sauf indication contraire les informations financières sont présentées en milliers d'euros.

6.2 Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation sont les suivantes :

- Les filiales sur lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale ;
- Les participations dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint avec un nombre limité d'autres actionnaires sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle ;
- Les participations non contrôlées par le Groupe mais sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence ;
- Les opérations et les soldes intragroupe significatifs sont éliminés.

Au 31 décembre 2020 toutes les filiales du Groupe sont intégrées globalement. Le périmètre de consolidation est présenté dans la partie « périmètre de consolidation ».

6.3 Date de clôture des exercices des sociétés consolidées

Les sociétés sont consolidées sur la base de leur exercice arrêté au 31 décembre 2020 d'une durée de 12 mois pour l'ensemble des sociétés.

7. Méthodes et règles d'évaluation

7.1. Écarts d'acquisition

Conformément aux dispositions réglementaires, les écarts d'acquisition représentent la différence entre :

- Le coût d'acquisition des titres
- Et la quote-part de l'entreprise acquéreuse dont les actifs et passifs identifiés ont été réévalués à la date d'acquisition.

Le coût d'acquisition des titres est égal au montant de la rémunération remise au vendeur majoré des coûts directement imputables à l'acquisition (nets d'impôt) et des ajustements de prix éventuels mesurés de façon fiable et dont le versement est probable.

Ce poste enregistre donc les écarts consécutifs à une acquisition que la société n'a pu affecter à un poste de l'actif immobilisé avec une précision et une fiabilité suffisante sans coût disproportionné.

Les écarts d'acquisition positifs sont ainsi inscrits à l'actif immobilisé. Conformément à la réglementation les écarts d'acquisition ne font plus l'objet d'amortissement systématique.

Ils sont amortis linéairement sur une durée reflétant, aussi raisonnablement que possible, les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors des acquisitions.

Par application de l'article 2 du nouveau règlement ANC 2015-07, le Groupe BatiSanté a été conduit à s'interroger sur le caractère limité ou non de la durée de l'écart d'acquisition.

Le Groupe a décidé de continuer d'amortir tous les écarts d'acquisitions inscrits au bilan consolidé à la clôture de l'exercice 2016 sur la durée d'utilisation antérieurement déterminée sans exception.

Le Groupe BatiSanté a procédé à l'examen des aspects techniques et juridiques des transactions relatives à l'acquisition du Groupe ABSA et de la société AP3D.

Le groupe a été conduit à constater qu'il y a une limite prévisible à la durée des écarts d'acquisition enregistrés en considérant que les prix d'acquisition sont basés sur des contrats dont la pérennité n'est pas acquise.

Ces écarts d'acquisition sont réputés avoir une durée de vie de 10 ans et seront amortis linéairement en conséquence.

Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de valeurs lorsqu'un indice de perte de valeur a été identifié.

Les écarts d'acquisition ont été affectés par Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) correspondant aux pôles opérationnels définis dans le cadre du suivi de l'activité du groupe à savoir :

- Le pôle « Protection Incendie » ;
- Le pôle « Diagnostic Technique » ;
- Le pôle « Protection Nuisibles et Assainissement ».
- Le pôle « Dépannage et Travaux »
- Le pôle IT

Des tests de valeur sont effectués au niveau de chaque UGT en appliquant la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés.

Une dépréciation est comptabilisée en résultat de façon irréversible, si la valeur nette comptable de l'écart d'acquisition est supérieure à sa valeur actuelle. La valeur actuelle est la valeur la plus élevée entre la valeur vénale et la valeur d'utilité déterminée sur la base d'une évaluation globale, fondée principalement sur les niveaux d'activité, la rentabilité passée ou prévisible, les flux de trésorerie futurs actualisés ainsi que les facteurs économiques, financiers ou sectoriels.

Les écarts d'acquisition négatifs sont inscrits en provisions pour risques et charges et font l'objet de reprises sur une durée reflétant, aussi raisonnablement que possible, les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors de l'acquisition.

7.2. Immobilisations Incorporelles

7.2.1. Marques et licences

Les marques et les licences acquises sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Les licences ont une durée d'utilisation finie. Les marques n'ont pas de durée d'utilisation déterminée (car elles sont régulièrement entretenues) et ne sont en conséquence, pas amorties.

7.2.2. Logiciels et sites internet

Les licences de logiciels sont inscrites à l'actif sur la base des coûts encourus pour acquérir et pour mettre en service les logiciels concernés. Ces coûts sont amortis sur la durée d'utilisation estimée des logiciels (36 mois). Les coûts de création de sites Internet marchands sont comptabilisés en charges ou en immobilisations en fonction de la phase de développement des sites :

- Les dépenses de recherche préalable sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont engagées.
- Les dépenses de développement et de production sont immobilisées pour entrer dans le coût de production de l'actif.
- Les dépenses encourues après l'achèvement du site sont comptabilisées en charges sauf si elles permettent au site de générer des avantages économiques futurs supplémentaires et peuvent être évaluées et attribuées à l'actif de façon fiable.

7.3. Immobilisations corporelles

Le matériel informatique, les véhicules et les aménagements des bureaux représentent pour l'essentiel des immobilisations corporelles.

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés et, le cas échéant, les coûts de démantèlement, d'enlèvement et de remise en état du site sur lequel est située l'immobilisation.

Les dépenses courantes de réparation et de maintenance sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont supportées.

Les intérêts sur emprunts encourus pendant la période de développement et de construction sont incorporés au coût de revient des immobilisations concernées.

L'amortissement est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

À ce titre, le mode linéaire est en général retenu sur les durées suivantes :

- Matériel informatique : 3 ans ;
- Véhicules neuf : 3 - 5 ans ;
- Véhicules rachetés à la fin du crédit-bail : 1 an
- Véhicules à deux roues : 1 an
- Mobilier, agencement et équipements : 3 - 5 ans.

La valeur nette comptable d'un actif est immédiatement dépréciée pour le ramener à sa valeur actuelle lorsque la valeur nette comptable de l'actif est significativement supérieure à sa valeur actuelle estimée.

7.4. Test de dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'un indicateur de perte de valeur a été identifié. Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur nette comptable de l'actif est supérieure à la valeur actuelle, déterminée en fonction de la valeur la plus élevée entre la valeur vénale ou de la valeur d'usage.

Pour les actifs destinés à être conservés et utilisés, la valeur actuelle est le plus souvent déterminée sur la base de la valeur d'usage, celle-ci correspondant à la valeur des avantages économiques futurs attendus de son utilisation et de sa sortie. Elle est appréciée notamment par référence à des flux de trésorerie futurs actualisés déterminés dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la Direction du Groupe.

7.5. Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont enregistrées à leur coût d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les titres de participation non consolidés sont inscrits à leur coût historique d'acquisition qui inclut, le cas échéant, les frais directement imputables à l'acquisition. Une dépréciation est constatée si cette valeur est supérieure à la valeur d'utilité appréciée par la Direction sur la base de différents critères tels que la valeur de marché, les perspectives de développement et de rentabilité et les capitaux propres, en prenant en compte la nature spécifique de chaque participation.

7.6. Stocks et travaux en cours

Les stocks d'approvisionnement et de marchandises sont évalués à leur coût d'acquisition à l'aide de la méthode du dernier prix d'achat connu.

Les produits fabriqués et les travaux en cours sont évalués à leur coût de production qui englobe les coûts de conception, les matières premières, les coûts directs de main d'œuvre, les autres coûts directs et les frais généraux de production engagés pour amener les biens dans l'état et à l'endroit où ils se trouvent (sur la base d'une capacité d'exploitation normale).

Une dépréciation, égale à la différence entre la valeur nette comptable et le montant le plus élevé entre la valeur vénale et la valeur d'usage, est comptabilisée à la clôture afin de ramener les stocks à leur valeur actuelle. Cette dépréciation tient compte des perspectives de vente et des prix notamment pour les articles bradés.

7.7. Clients et autres débiteurs

Les créances clients sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une dépréciation des créances clients est constituée dès qu'apparaît une perte probable sur la base d'une méthode statistique. Des difficultés financières importantes rencontrées par le débiteur, la probabilité d'une faillite, une défaillance ou un défaut de paiement (créance échue depuis plus de 30 jours) constituent des indicateurs de dépréciation d'une créance. La valeur comptable de l'actif est diminuée via un compte de dépréciation. Lorsqu'une créance est irrécouvrable, elle est comptabilisée en charge en contrepartie de la reprise de la dépréciation.

7.8. Disponibilités

La rubrique « Disponibilités » comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vue et les découverts bancaires. Les découverts bancaires figurent au bilan dans les « Emprunts et dettes financières », mais ils sont inclus dans le total de la trésorerie présenté dans le tableau de flux de trésorerie.

7.9. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Elles font, si nécessaire, l'objet d'une dépréciation, calculée pour chaque ligne de titres de même nature, afin de ramener leur valeur au cours de bourse moyen du dernier mois ou à leur valeur probable de négociation pour les titres non cotés.

7.10. Impôts différés

Conformément aux dispositions du CRC 99-02, le Groupe comptabilise des impôts différés en cas :

- De différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé,
- De crédits d'impôts et de reports déficitaires.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en appliquant le dernier taux d'impôt en vigueur pour chaque société.

Les montants d'impositions différées actives et passives sont compensés pour une même entité fiscale.

Les actifs d'impôts différés sont constatés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible, qui permettra d'imputer les différences temporaires.

Aucun actif ni passif d'impôt différé n'est comptabilisé lors de l'élimination, en consolidation, des résultats de cession interne de titres de participation d'entreprises consolidées ou des dépréciations et des provisions pour risques et charges, déductibles fiscalement, portant sur ces titres.

7.11. Engagements de retraite et prestations assimilées

Le Groupe a adopté la méthode 1 de la recommandation ANC no 2013-02 pour l'évaluation et la comptabilisation de ses engagements de retraite et avantages similaires.

Les sociétés du Groupe disposent de différents régimes de retraite, toutefois, le principal engagement de retraite supporté par le Groupe est constitué par les indemnités de fin de carrière (IFC) du personnel des entités françaises, la législation prévoyant que des indemnités sont versées aux salariés au moment de leur départ en retraite, en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite. Le coût actuariel des engagements est pris en charge chaque année pendant la durée de vie active des salariés et il est comptabilisé en résultat en « Dotations aux amortissement et provisions ». L'incidence des variations d'hypothèses est constatée immédiatement en compte de résultat et le coût des services passés non encore acquis est, le cas échéant, étalé linéairement sur la période moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient définitivement acquis aux salariés.

7.12. Provisions

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées lorsque :

- Le Groupe est tenu par une obligation légale ou implicite découlant d'événements passés ;
- Il est probable qu'une sortie de ressources, sans contrepartie au moins équivalente, sera nécessaire pour éteindre l'obligation ;
- Et le montant de la provision peut être estimé de manière fiable.

Les provisions pour risques et charges englobent les pénalités de résiliation de contrats de location et les indemnités de fin de contrat de travail. Les pertes opérationnelles futures ne sont pas provisionnées. Les passifs éventuels, correspondant à une obligation qui n'est ni probable ni certaine à la date d'arrêté des comptes, ou à une obligation probable pour laquelle la sortie de ressources ne l'est pas, ne sont pas comptabilisés. Ils font l'objet d'une information en annexe.

7.13. Reconnaissance des produits

Un produit est comptabilisé dans le résultat de l'exercice s'il est :

- Réalisé, c'est-à-dire qu'il est certain dans son principe et son montant ;
- Et acquis à l'exercice.

Les produits figurent nets de la taxe sur la valeur ajoutée, des retours de marchandises, des rabais et des remises, et déduction faite des ventes intragroupe.

Les principaux produits issus des activités du Groupe sont comptabilisés de la manière suivante :

Le Groupe vend des services Ces services entrent dans le cadre de contrats facturés sur la base du temps et des ressources ou de contrats à forfait.

- Les produits découlant des contrats facturés sur la base du temps et des ressources, qui concernent généralement les services d'intervention, sont comptabilisés aux taux horaires contractuels de la main d'œuvre au fur et à mesure que les heures sont travaillées et que les coûts directs sont engagés.
- Les produits liés aux contrats à forfait sont comptabilisés selon la méthode du pourcentage d'avancement des prestations, qui prévoit que les produits soient généralement comptabilisés sur la base du rapport entre les services réalisés et le total des services à fournir.
- Les produits découlant des contrats à forfait portant sur les services de transport sont généralement comptabilisés au cours de la période durant laquelle les services sont fournis de façon linéaire sur la durée du contrat.

Lorsque les circonstances conduisent à un changement de l'estimation initiale des produits, des coûts ou du degré d'avancement, l'estimation est révisée. Ces révisions peuvent donner lieu à une augmentation ou une diminution des produits ou des coûts estimés et sont comptabilisées au compte de résultat de la période durant laquelle la Direction prend connaissance de ces circonstances.

7.14. Contrats de location-financement

Les contrats de location en vertu desquels une partie importante des risques et des avantages inhérents à la propriété est conservée par le bailleur sont classés en contrats de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple (nets des avantages obtenus du bailleur) sont comptabilisés en charges au compte de résultat de façon linéaire sur la durée du contrat de location.

Les biens financés par un contrat de location qui transfère au Groupe les risques et avantages liés à la propriété sont comptabilisés dans les immobilisations avec inscription en contrepartie d'une dette financière.

Un bien entre dans cette catégorie si le contrat de location remplit une seule de ces conditions :

- Le contrat prévoit le transfert obligatoire de la propriété à la fin de la période de location,
- Le contrat contient une option d'achat et les conditions de l'option sont telles que le transfert de propriété paraît hautement probable à la date de conclusion du bail,
- La durée du contrat couvre l'essentiel de la durée de vie du bien dans les conditions d'utilisation du preneur,

- La valeur actualisée de la somme des redevances minimales prévues au contrat est proche de la juste valeur du bien.

7.15. Critères retenus pour identifier les produits et les charges exceptionnels

Ces rubriques ne sont alimentées que dans le cas où un événement majeur intervenu pendant la période comptable est de nature à fausser la lecture de la performance de l'entreprise. Il s'agit donc de produits ou charges en nombre très limité, inhabituels, anormaux et peu fréquents - de montants particulièrement significatifs - que l'entreprise présente de manière distincte dans son compte de résultat pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante.

Les produits et les charges exceptionnels sont des éléments peu nombreux, bien identifiés, non récurrents, significatifs au niveau de la performance consolidée et généralement repris dans la communication financière de l'entreprise. Ces éléments sont précisément décrits dans une note annexe en montant et en nature.

7.16. Résultat par action

Le résultat par action correspond au résultat net consolidé – part du Groupe – se rapportant au nombre moyen pondéré d'actions de la société mère, en circulation au cours de l'exercice (à l'exception des actions propres).

7.17. Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers conduit la Direction du groupe à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui affectent les montants qui figurent dans ces états financiers et les notes qui les accompagnent, en ce qui concerne notamment les immobilisations corporelles, les impôts différés, les écarts d'acquisition et les autres actifs incorporels. Le Groupe fonde ses estimations sur son expérience passée ainsi que sur un ensemble d'autres facteurs jugés raisonnables au regard des circonstances afin de se forger un jugement sur les valeurs à retenir pour ses actifs et passifs. Les résultats réalisés peuvent in fine diverger sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de situations différentes.

8. Evénements significatifs de l'exercice

L'épidémie de Covid-19 et les mesures de confinement intervenues au cours du 1er et 2ème trimestre 2020 ont eu un impact sur l'activité de la société qu'il est difficile de vraiment mesurer.

Toutefois, les premières analyses conduisent à l'absence de difficultés financières majeures et ne remettent pas en cause le principe de continuité d'exploitation à douze mois.

En outre, trois PGE d'un montant total de 2.000 K€ ont été obtenus en Mai 2020.

Au cours de l'exercice 2020, le groupe a bénéficié du dispositif d'activité partielle dont le montant s'est élevé à 854 K€ pour l'ensemble des sociétés du Groupe.

9. Périmètre de consolidation

9.1. Activité

La société Groupe BatiSanté et ses filiales sont spécialisées dans les activités relatives à la protection du bâtiment et de ses occupants :

- Diagnostic Technique du bâtiment,
- Protection Nuisibles et Assainissement
- Dépannage et travaux,
- Protection Incendie,
- IT.

L'ensemble forme le groupe BatiSanté qui opère exclusivement en France.

Son siège social est situé, 9 rue Edmond Michelet 93360 Neuilly Plaisance.

9.2. Informations sectorielles

Pour les besoins de l'information sectorielle, un pôle d'activité est défini comme un ensemble homogène de produits, services, métiers qui est individualisé au sein de l'entreprise, de ses filiales ou de ses divisions opérationnelles.

La segmentation adoptée pour l'analyse sectorielle est issue de celle qui prévaut en matière d'organisation interne du Groupe. Les d'activités du Groupe sont divisées en cinq pôles :

- Protection Nuisibles et Assainissement
- Diagnostic technique
- Protection Incendie
- Dépannage et travaux
- IT

9.3. Liste des sociétés consolidées

Périmètre de consolidation	Méthode de consolidation	2020 12		2019 12	
		Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêts	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêts
GROUPE BATISANTE	Intégration globale	Société intégrante	Société intégrante	Société intégrante	Société intégrante
SAGEX SAS	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
ETB ASCENSEURS SAS	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
DEP SAS	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
CHRISTAL SAS	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
01 CONTRÔLE SAS	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
TOPICS SAS	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
BATISANTE NORD	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
BATISANTE SUD	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
VOLTAIR	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
BATISANTE RHÔNE ALPES	Intégration globale	100%	100%	100%	100%

10. Comparabilité des comptes

10.1 Changements comptables

Aucun changement comptable suffisamment significatif n'est susceptible d'affecter la comparabilité des comptes.

10.2 Changements de méthode de consolidation

Aucun évènement susceptible d'affecter la comparabilité des comptes n'est intervenu sur la période.

11. Explications des comptes du bilan et du compte de résultat et leurs variations.

Les tableaux suivants font partie intégrante des comptes consolidés.

Note 1. Écart d'acquisition

Ecart d'acquisition	2020.12	2019.12
Valeur brute à l'ouverture	141 357	141 357
Impact variation de pourcentage d'intérêts		
Valeur brute à la clôture	141 357	141 357
Amortissement cumulé à l'ouverture	(133 519)	(131 868)
Dotation de la période	(1 651)	(1 651)
Amortissement cumulé à la clôture	(135 170)	(133 519)
Valeur nette à la clôture	6 188	7 839

L'affectation des écarts d'acquisition par pôles est présentée ci-dessous.

Note 1a. Affectation des écarts d'acquisition

Affectation des écarts d'acquisition	Valeur brute à l'ouverture	Valeur brute à la clôture	Amortissement de la période	Amortissement cumulé	Valeur nette à la clôture
Pôle Hygiène	37 723	37 723	(1 317)	(32 271)	5 452
Diagnostic technique	78 029	78 029	(1)	(78 022)	7
Depannage et travaux	1 578	1 578	(171)	(1 121)	457
Pôle incendie	22 671	22 671	(30)	(22 529)	142
Pôle IT	1 356	1 356	(131)	(1 226)	130
Valeur à la clôture	141 357	141 357	(1 651)	(135 171)	6 188

Note 2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles se décomposent comme suit.

Immobilisations incorporelles	Ouverture	Augmentation	Dotation d'exploitation	Clôture
Concessions, brevets & droits similaires	6 289	428		6 717
Fonds commercial	110			110
Autres immobilisations incorporelles	3			3
Immobilisations incorporelles - valeur brute	6 402	428		6 830
Amt/Dép. conc. brevets & dts similaires	(6 382)		(364)	(6 746)
Immobilisations incorporelles - amortissements	(6 382)		(364)	(6 746)
Immobilisations incorporelles nettes	20	428	(364)	83

Note 3. Immobilisations corporelles

Immobilisations corporelles	Ouverture	Augmentation	Dotation d'exploitation	Diminution	Reclassement	clôture
Constructions	369	50		(9)		410
Installations tech, matériel & outillage	1 584	68		(46)	(2)	1 604
Autres immobilisations corporelles	1 402	152		(9)		1 545
Matériel de transport	6 947	1 117		(278)	(18)	7 769
Mobilier, matériel de bureau, informatique	2 549	294		(188)		2 654
Immobilisations corporelles brutes	12 852	1 681		(530)	(20)	13 982
Amt/Dép. Matériel transport	(323)		(14)	9		(328)
Amt/Prov mobilier, matériel de bureau, informatique	(1 306)		(128)	51	7	(1 376)
Amt/Dép autres immobilisations corp	(830)		(133)		(6)	(969)
Amt/Dép matériel de transport	(5 063)		(962)	186	20	(5 820)
Amt/Prov mobilier, matériel de bureau, informatique	(2 153)		(241)	188	2	(2 204)
Immobilisations corporelles - amortissements	(9 676)		(1 478)	434	23	(10 697)
Immobilisations corporelles nettes	3 176	1 681	(1 478)	(97)	3	3 285

Dans les autres immobilisations corporelles, sont inclus les véhicules pris en contrat de Crédit-Bail. Aussi la note 3.a spécifie le niveau du matériel en Crédit-Bail au sein du groupe. Ces véhicules comprennent aussi bien ceux dont les contrats sont arrivés à terme et rachetés par le Groupe que ceux qui sont en cours de contrats.

Dans le cadre du suivi de ces véhicules, le groupe procède à un retraitement en cas de sinistre survenu sur les véhicules sous contrats et qui les rendent inutilisables (interruption du contrat de Crédit-Bail). Ainsi seuls apparaissent en véhicules pris en Crédit-Bail ceux qui sont passés par un contrat que ceux-ci soient en fin de contrat ou en cours de contrat. La durée d'amortissement de ces véhicules est la même que celle du groupe pour les véhicules neuf c'est-à-dire 5 ans et lorsque l'un de ces véhicules est racheté en fin de contrat, le groupe prévoit une durée d'utilisation de 12 mois.

Note 3 a. Véhicules pris en Crédit-Bail

Immobilisations en Crédit Bail	Ouverture	Dotation d'exploitation	Diminution	Clôture
Matériel de transport en Crédit Bail	3 831		(112)	3 719
Valeur brute du matériel pris en Crédit Bail	3 831		(112)	3 719
Amort. du matériel de transport en Crédit Bail	(3 515)	(271)	67	(3 719)
Amort. du matériel de transport en Crédit Bail	(3 515)	(271)	67	(3 719)
Immobilisations nettes en Crédit bail	316	(271)	(45)	

A la clôture 31/12/2020 le groupe ne retraite plus les contrats de crédit-bail, les dettes liées aux entrées d'actifs des années antérieures ont été soldées.

Note 4. Immobilisations financières

Immobilisations financières	Ouverture	Augmentation	Clôture
Prêts, cautionnements et autres créances - non courants	359	10	361
Immobilisation financière valeur brute	359	10	361
Immobilisations financières - dépréciation			
Immobilisation financières - valeur nette	359	10	361

Note 5. Stocks et encours de production

Stocks et encours de production	Ouverture	Variation	dotation exploitation	reprise exploitation	Clôture
Stocks - en-cours de production	195	(46)			149
Stocks de marchandises	843	147			990
Stocks et en cours - Valeur brute	1 038	101			1 139
Dép. des stocks de marchandises	(64)		(6)	16	(53)
Stocks et en cours - dépréciation	(64)		(6)	16	(53)
Stocks et en cours - valeur nette	974	101	(6)	16	1 086

Note 6. Clients et comptes rattachés

Clients et comptes rattachés	Ouverture	Variation	Dotation d'exploitation	Reprise d'exploitation	Clôture
Clients et comptes rattachés	13 049	(192)			12 853
Clients douteux ou litigieux	6	(1)			5
Clients - Produits non encore facturés	1 169	(611)			558
Clients et comptes rattachés - Valeur brute	14 224	(805)			13 416
Dép clients et comptes rattachés	(715)		(31)	183	(563)
Clients et comptes rattachés - Dépréciation	(715)		(31)	183	(563)
Clients et comptes rattachés - Valeur nette	13 509	(805)	(31)	183	12 853

Note 7. Autres créances et comptes de régularisation

Autres créances et comptes de régularisation	OUVERTURE	VARIATION	CLÔTURE
Créances fiscales et sociales	2 011	66	2 077
Charges constatées d'avance	645	109	754
Autres créances d'exploitation	208	37	245
Autres créances et comptes de régularisation	2 864	212	3 076
Impôts différés - actif	802	331	1 133

Les créances fiscales et sociales correspondent pour l'essentiel à des créances de TVA pour 1 864 K€. Quant aux autres créances d'exploitation, elles correspondent à des avances et acomptes versés aux fournisseurs

Note 8. Disponibilités

Disponibilités	Ouverture	Variation	Clôture
VMP - Equivalents de trésorerie	687	(599)	88
Disponibilités	8 587	6 160	14 747
Intérêts courus non échus s/ dispo.	1	1	2
Total disponibilités	9 275	5 561	14 837

Note 9. Provisions

Provisions	Ouverture	Dotation d'exploitation	Reprise exceptionnelle	Reprise d'exploitation	Clôture
Provision pour risques d'exploitation	710	148	(100)	(120)	812
Autres provisions pour risques >1 an	227	102			156
Autres provisions pour charges > 1an	999	5	(561)	(12)	432
Provisions pour pensions et retraites - non courant	2 525	501		(14)	3 012
Provisions	4 461	756	(661)	(145)	4 411

Note 10. Dettes financières et emprunts

Dettes financières	Ouverture	Augmentation	Diminution	Relassement	Clôture
Emprunt Senior- Tranche A - non courant	8 445		(3 378)		5 067
Emprunts obligataires - non courant	15 774				15 774
Intérêts capitalisés sur obligations convertibles	486	661		(646)	501
Emprunts auprès établis. de crédit < 1 an	120		(120)		
Emprunts auprès établis. de crédit > 1 an	(29)		29		
Intérêts capitalisés sur emprunts obligataires	1 789			646	2 436
Dépôts et cautionnements (reçus) - part < 1 an	5	10			14
Intérêts courus non échus - Trésorerie passive	8	(1)			7
Intérêts courus sur emprunts - non courant		10			10
Emprunt Tranche C1 - non courant	7 917		(1 583)		6 333
Emprunt Tranche C2 - non courant	10 000				10 000
Emprunt Tranche C3 - non courant	6 500				6 500
Autres emprunts et dettes assimilées - courant		2 000			2 000
Total dettes financières	51 015	2 680	(5 052)		48 642

Note 10 a. Dettes de crédit-bail

Les dettes financières liées au crédit-bail ont été intégralement soldées au 31/12/2020

Note 10 b. Échéancier des dettes financières

Echéancier des dettes financières	Clôture	Moins d'un an	1 à 5 ans
Intérêts courus sur emprunts - non courant	10	10	
Dépôts et cautionnements (reçus) - part < 1 an	14	13	
Intérêts capitalisés sur obligations convertibles	501		501
Intérêts capitalisés sur emprunts obligataires	2 436		2 436
Emprunts obligataires - non courant	15 774		15 774
Intérêts courus non échus - Trésorerie passive	7	7	
Autres emprunts et dettes assimilées - courant	2 000	2 000	
Emprunt Senior- Tranche A - non courant	5 067		5 067
Emprunt Tranche C1 - non courant	6 333		6 333
Emprunt Tranche C2 - non courant	10 000		10 000
Emprunt Tranche C3 - non courant	6 500		6 500
Total dettes financières dont maturité	48 642	2 031	46 611

Note 11. Fournisseurs

Dettes fournisseurs	Ouverture	Variation	Clôture
Dettes fournisseurs	2 345	(226)	2 118
Fournisseurs - Factures non parvenues	2 469	94	2 563
Dettes fournisseurs	4 813	(132)	4 681

Note 12. Dettes et comptes de régularisation

Autres dettes et comptes de régularisation	Ouverture	Variation	Clôture
Autres dettes d'exploitation	22	5	27
Dettes s/ acquis d'actifs - courant	247	(23)	224
Dettes sociales - courant	4 931	2 812	7 743
Dettes fiscales (hors IS et CVAE) - courant	3 715	654	4 369
Prod. constatés d'avance & aut. cptes de régul.	507	(77)	431
Clients - Avoirs et RRR	83	146	229
Dettes provisionnées Participation des salariés	380	454	834
Dettes fiscales (hors IS) CVAE - courant	35	(12)	24
Clients créiteurs	50		50
Autres dettes et comptes de régularisation	9 970	3 962	13 932
Impôts différés - passif			

Les dettes sociales sont pour l'essentiel des provisions sur les congés payés pour un montant de 1 710 K€ et les charges sociales sur cette provision pour environ 638 K€. Les dettes fiscales sont essentiellement de la TVA due.

Note 13. Impôts différés

Les impôts différés par nature se présente comme suit :

Impôts différés par nature	ouverture	variation	clôture
Impôts différés - actif	802	330	1 133
Impôts différés - passif			
Impôts différés par nature	802	330	1 133

Le détail des impôts différés actifs et passifs est donné dans la note explicative de l'impôt différé par le résultat.

Note 14. Chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires	2020.12	2019.12	variation
Production vendue de services	44 891	46 038	(1 147)
Ventes de marchandises	5 728	5 332	395
Produits des activités annexes	12	46	(34)
Rabais, remises & ristournes s/ ventes	(198)	(128)	(69)
Chiffre d'affaires	60 433	51 288	(855)

Note 15. Autres produits

Autres produits d'exploitation	2020.12	2019.12	variation
Production stockée	(46)	8	(54)
Production immobilisée	278	214	64
Subventions d'exploitation	3	2	1
Autres produits	239	314	(75)
Transferts de charges d'exploitation	125	136	(11)
Transferts de charges - Avantages en nature	85	78	7
Subvention d'exploitation (Aide à l'embauche)	5		5
Autres produits d'exploitation	689	752	(63)

Note 16. Achats consommés

Achats consommés	2020.12	2019.12	variation
Achat m.p., fournit. & aut. appro.	(2 806)	(2 639)	(167)
Variation stocks de marchandises	147	(36)	183
Achats de marchandises	(1 012)	(1 010)	(2)
Rabais, remises & ristournes s/ achats	34	60	(25)
Achats non stockés matériels & Fournit.	(566)	(536)	(30)
Achats consommés	(4 203)	(4 161)	(42)

Note 17. Charges de personnel et effectif moyen

Charges de personnel	2020 12	2019 12	variation
Rémunérations du personnel	(19 136)	(19 002)	(134)
Charges de sécurité soc. et de prévoy.	(7 652)	(7 493)	(159)
Autres charges de personnel	(1 098)	(910)	(188)
Participation des salariés	(453)	(380)	(72)
Congés Payé et Réduction du Temps de Travail (RTT)	(201)	(60)	(142)
Charges de personnel	(28 540)	(27 845)	(695)

Effectif moyen	2020.12	2019.12
CHRISTAL SAS	102	102
DEP SAS	102	101
SAGEX SAS	109	105
ETB ASCENCEURS SAS	7	8
GROUPE BatiSanté	134	131
01 CONTRÔLE SAS	20	20
TOPICS SAS	9	10
BATISANTE NORD	16	14
VOLT'AIR	29	30
BATISANTE SUD	13	10
BATISANTE RHÔNE ALPES	7	8
Effectif moyen	548	538

Note 18. Autres charges d'exploitation

Autres charges externes	2020.12	2019 12	variation
Autres charges	(123)	(118)	(5)
Sous-traitance générale	(591)	(682)	91
Primes d'assurance (hors véhicules)	(158)	(156)	(1)
Locations et charges locatives	(59)	(81)	22
Rémun. d'Intermédiaires & honoraires	(876)	(948)	72
Autres charges externes	(72)	(78)	6
Entretiens et réparations	(462)	(347)	(115)
Achats études & prestations de services	(573)	(652)	79
Coûts Véhicules	(1 718)	(1 977)	258
Location et entretien immobilier	(1 099)	(1 187)	88
Divers documentation, séminaires	(23)	(19)	(4)
Personnel extérieur à l'entreprise	(138)	(26)	(113)
Pub, publication, relations publiques	(187)	(350)	163
Déplacements, missions et réceptions	(682)	(871)	189
Frais postaux et de télécommunications	(525)	(387)	(137)
Services bancaires et assimilés	(42)	(51)	10
Pertes sur créances irrécouvrables	(69)	(205)	136
Autres	(15)	(53)	38
Autres charges externes	(7 411)	(8 188)	777

Note 19. Impôts et taxes

Impôts et taxes	2020.12	2019.12	variation
Impôts et taxes sur rémunérations	(260)	(130)	(130)
Autres impôts et taxes	(99)	(133)	34
CVAE	(625)	(617)	(8)
Contribution Economique Territoriale (CET)	(283)	(301)	18
Taxe sur les véhicules des sociétés	(44)	(45)	1
Impôts et taxes	(1 311)	(1 225)	(85)

Note 20. Variations nettes des amortissements et des dépréciations

Variations nettes des amortissements et des dépréciations	2020 12	2019 12	variation
Rep /dép des créances (actif circulant)	183	107	77
Dot / Prov sur créances (actif circulant)	(31)	(240)	209
Dot /Amt & dép immo incorporelles	(364)	(777)	413
Dot /Amt & dép immo corporelles	(1 478)	(1 483)	5
Dot aux prov. d'exploitation	(255)	(510)	255
Dot /dép des stocks MP et marchandises	(6)	(13)	8
Rep /provisions d'exploitation	131	622	(491)
Rep /dép des stocks MP et marchandises	16	117	(101)
Dot /Prov. engagements de retraite	(501)	(906)	405
Rep /Prov. engagements de retraite	14	9	5
Variations nettes des amortissements et des dépréciations	(2 290)	(3 074)	784

Note 21a. Produits financiers

Produits financiers	2020 12	2019.12	variation
Dividendes	3	3	
Revenus actifs financ. hors équiv de trésorerie	19	25	(6)
Produits financiers	23	31	(8)

Note 21.b Charges financières

Charges financières	2020.12	2019.12	variation
Charges d'intérêts sur emprunt	(679)	(643)	(37)
Charges d'intérêts décaissées	(713)	(864)	151
Charges financières	(1 393)	(1 509)	116

Note 21.c Reprises financières

Reprises financières	2020.12	2019.12	variation
Rep /dép des actifs financiers	1		1
Autres produits financiers	1	2	(2)
Reprises financières	2	2	(1)

Note 22.a Produits exceptionnels

Produits exceptionnels	2020.12	2019.12	variation
Produits excep s/exercices antérieurs	36	92	(57)
Produits de cession d'immo corp	27	65	(38)
Dot aux prov exceptionnelles	62	49	14
Autres produits exceptionnels		1	(1)
Autres reprises exceptionnelles	661	28	632
Produits exceptionnels	785	236	550

Les autres reprises exceptionnelles correspondent essentiellement à une reprise de provision pour risque chez BatiSanté.

Note 22.b Charges exceptionnelles

Charges exceptionnelles	2020.12	2019.12	variation
Pénalités , amendes fiscales et pénales	(10)	(16)	7
Charges excep s/exercices antérieurs	(17)	(151)	135
VNC des immo cédés	(97)	(298)	202
Dot aux prov exceptionnelles	(62)	(1 037)	974
Autres charges exceptionnelles	(211)	(446)	235
Rémun honoraires sur opérations exceptionnelles	(283)	(451)	168
Commissions d'engagement et frais sur émission d'emprunts	(45)	(45)	
Charges exceptionnelles	(725)	(2 445)	1 720

Note 23.a Impôts sur le bénéfice

Impôts sur les bénéfices	2020.12	2019.12	variation
Impôts différés	331	403	(71)
Impôt exigible	(2 076)	(1 779)	(297)
Carry-back	13	13	()
Impôts sur les bénéfices	(1 732)	(1 364)	(368)

Note 23.b Impact des impôts différés sur le compte de résultat

Impôt différé par le compte de résultat	ouverture	variation	clôture
ID / différences temporaires	170	126	295
ID / Autres retraitements	(23)		(23)
ID / Elimination des résultats internes	101	3	104
Activation de reports déficitaires	10	27	37
ID / Annulation provisions réglementées	(57)	(10)	(66)
ID / Retraitement des engagements de retraite	631	122	753
ID / Retraitement du crédit-bail locataire	(64)	64	()
Autres retraitements	(53)		(53)
Frais sur titres	85		85
Impôt différé actif	802	331	1 133

Note 23.d Preuve d'impôt

Preuve d'impôt	2020.12	2019.12	variation
Résultat de l'exercice	2 677	843	1 834
Charges et produits sur écarts d'acq.	1 651	1 651	
Impôts sur les bénéfices	1 732	1 364	368
Résultat retraité	6 060	3 858	2 202
Taux d'impôt	28,00%	31,00%	
Charge d'impôt théorique	1 697	1 196	501
Ecart - charge réelle et charge théorique	35	168	(133)
Crédits impôts	(13)	(13)	
Différences permanentes	40	99	(59)
Différences de taux et contribution additionnelle	9	79	(70)
Déficits consommés		(6)	6
Autres		9	(9)
Explication de l'écart	35	168	(133)

Note 24. Dotation aux écarts d'acquisition

Dotation aux écarts d'acquisition	2020.12	2019.12
Charges et produits sur écarts d'acq.	(1 651)	(1 651)
Dotation aux écarts d'acquisition	(1 651)	(1 651)

Note 25. Évènements Post clôture

En date du 4 janvier 2021, le groupe a acquis 100% des titres de la société SDSS, qui rejoint le pôle « Protection Sécurité ».

Deux contrôles d'URSSAF sont prévus en 2021, chez Batisanté en mai et chez Volt'Air en avril.

Note 26. : Engagements Hors Bilan

a. Nantissements des titres

Nantissement des actions des filiales détenues par la société GROUPE BATISANTE au profit du pool bancaire :

Nantissement de la totalité des titres détenus par GROUPE BatiSanté dans le capital des 10 filiales existantes à cette date.

Convention de cession de créances professionnelles portant sur les créances intragroupes que groupe BatiSanté détient au titre de contrats de prestations de service intra-groupe (Cession Dailly).



ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

31/12/2020

GROUPE BatiSanté

1. <u>Table des matières</u>	
2. Bilan consolidé en milliers d'euros /K€	3
3. Compte de résultat consolidé en milliers d'euros K€.....	4
4. Variation des capitaux propres - part du Groupe.....	5
5. Tableau de financement par l'analyse des flux de trésorerie en milliers d'euros K€	6
6. Référentiel comptable, méthodes de consolidation	7
6.1 Référentiel comptable.....	7
6.2 Méthodes de consolidation.....	7
6.3 Date de clôture des exercices des sociétés consolidées	7
7. Méthodes et règles d'évaluation.....	7
7.1. Écarts d'acquisition	7
7.2. Immobilisations Incorporelles.....	8
7.2.1. Marques et licences.....	8
7.2.2. Logiciels et sites internet.....	9
7.3. Immobilisations corporelles	9
7.4. Test de dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	9
7.5. Immobilisations financières.....	10
7.6. Stocks et travaux en cours.....	10
7.7. Clients et autres débiteurs	10
7.8. Disponibilités	10
7.9. Valeurs mobilières de placement	11
7.10. Impôts différés	11
7.11. Engagements de retraite et prestations assimilées	11
7.12. Provisions.....	11
7.13. Reconnaissance des produits	12
7.14. Contrats de location-financement.....	12
7.15. Critères retenus pour identifier les produits et les charges exceptionnels	13
7.16. Résultat par action	13
7.17. Estimations et jugements comptables déterminants	13
8. Evènements significatifs de l'exercice	14
9. Périmètre de consolidation	14
9.1. Activité.....	14
9.2. Informations sectorielles.....	14
9.3. Liste des sociétés consolidées	15
10. Comparabilité des comptes.....	15
10.1 Changements comptables	15

10.2	Changements de méthode de consolidation	15
11.	Explications des comptes du bilan et du compte de résultat et leurs variations.....	15
	Note 1. Écart d'acquisition	15
	Note 1a. Affectation des écarts d'acquisition	16
	Note 2. Immobilisations incorporelles	16
	Note 3. Immobilisations corporelles	16
	Note 3 a. Véhicules pris en Crédit-Bail	17
	Note 4. Immobilisations financières.....	17
	Note 5. Stocks et encours de production	17
	Note 6. Clients et comptes rattachés	18
	Note 7. Autres créances et comptes de régularisation	18
	Note 8. Disponibilités	18
	Note 9. Provisions.....	19
	Note 10. Dettes financières et emprunts	19
	Note 10 a. Dettes de crédit-bail	19
	Note 10 b. Échéancier des dettes financières	19
	Note 11. Fournisseurs.....	20
	Note 12. Dettes et comptes de régularisation	20
	Note 13. Impôts différés.....	20
	Note 14. Chiffre d'affaires	21
	Note 15. Autres produits	21
	Note 16. Achats consommés	21
	Note 17. Charges de personnel	22
	Note 18. Autres charges d'exploitation.....	22
	Note 19. Impôts et taxes	22
	Note 20. Variations nettes des amortissements et des dépréciations	23
	Note 21a. Produits financiers	23
	Note 21.b Charges financières.....	23
	Note 21.c Reprises financières	24
	Note 22.a Produits exceptionnelles	24
	Note 22.b Charges exceptionnelles.....	24
	Note 23.a Impôts sur le bénéfice	24
	Note 23.b Impact des impôts différés sur le compte de résultat.....	25
	Note 23.d Preuve d'impôt	25
	Note 24. Dotation aux écarts d'acquisition	25
	Note 25. Événements Post clôture	26
	Note 26. : Engagements Hors Bilan	26

2. Bilan consolidé en milliers d'euros

	Note	2020.12	2019.12
ACTIF			
Capital souscrit non appelé			
Ecart d'acquisition	1	6 188	7 839
Immobilisations incorporelles	2	83	20
Immobilisations corporelles	3	3 285	3 176
Immobilisations financières	4	361	359
Total actif immobilisé		9 917	11 394
Impôts différés - actif	13 & 23	1 133	802
Stocks et en-cours	5	1 086	974
Clients et comptes rattachés	6	12 853	13 509
Autres créances et comptes de régularisation	7	3 076	2 864
Disponibilités	8	14 837	9 275
Total actif circulant		32 985	27 423
Total de l'actif		42 902	38 817
PASSIF			
Capital		21 004	21 004
Primes liées au capital		116	116
Réserves		(52 561)	(53 405)
Résultat de l'exercice		2 677	843
Total capitaux propres		(28 765)	(31 442)
Provisions	9	4 411	4 461
Impôts différés - passif	13 & 23		
Emprunts et dettes financières	10	48 642	51 015
Fournisseurs et comptes rattachés	11	4 681	4 813
Autres dettes et comptes de régularisation	12	13 932	9 970
Total dettes		71 667	70 259
Total du passif		42 902	38 817

3. Compte de résultat consolidé en milliers d'euros

	Note	2020.12	2019.12
Chiffre d'affaires	14	50 433	51 288
Achats consommés	16	(4 203)	(4 161)
Autres charges externes	18	(7 411)	(8 188)
Autres achats consommés		(11 614)	(12 349)
Charges de personnel	17	(28 540)	(27 845)
Impôts et taxes	19	(1 311)	(1 225)
Variations nettes des amortissements et des dépréciations	20	(2 290)	(3 074)
Autres produits d'exploitation	15	689	752
Résultat d'exploitation		7 367	7 546
Résultat financier	21	(1 369)	(1 479)
Résultat courant des sociétés intégrées		5 999	6 067
Résultat exceptionnel	22	61	(2 209)
Impôt sur les bénéfices	13 & 23	(1 732)	(1 364)
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	24	(1 651)	(1 651)
Résultat net de l'ensemble consolidé		2 677	843
Part Groupe		2 677	843
Intérêts minoritaires			
Résultat net - Part du Groupe		2 677	843
Nombre d'actions BAI		21 004	21 004
Résultat par action		0,067	0,088

Les flux d'activité mentionnés au compte de résultat ci-dessus correspondent à une période de 12 mois pour l'ensemble des entités du périmètre de consolidation.

4. Variation des capitaux propres - part du Groupe

	Capital	Primes liées au capital	Réserves	Résultat de l'exercice	Capitaux Propres
Solde au 01.12.2019	21 004	116	(56 246)	2 841	(32 285)
Affectation du résultat de l'exercice n-1			2 841	(2 841)	
Part du Groupe dans le résultat				843	843
Solde au 31.12.2019	21 004	116	(53 405)	843	(31 442)
Affectation du résultat de l'exercice n-1			843	(843)	()
Part du Groupe dans le résultat				2 677	2 677
Solde au 31.12.2020	21 004	116	(52 561)	2 677	(28 765)

Le capital de Groupe BatiSanté est constitué de 21 003 542 actions entièrement libérées au 31 décembre 2020.

5. Tableau de financement par l'analyse des flux de trésorerie en milliers d'euros

	2020.12	2019.12
Résultat net total des sociétés consolidées	2 677	843
Elimination des amortissements et provisions	3 442	5 644
Variation de la dépréciation des stocks et des créances clients	(163)	42
Impôts différés	(331)	(403)
Variation des intérêts courus et capitalisée - impact non cash	671	636
Elimination des plus ou moins values de cession d'immobilisations	78	233
Elimination des dividendes reçus	(3)	(3)
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	6 371	6 992
Variation du stock de marchandises et des produits finis	(101)	27
Variation des créances clients liées à l'activité & autres créances	777	26
Variation brute des dettes fournisseurs liées à l'activité & autres dettes	3 668	1 406
Variation du besoin en fonds de roulement	4 344	1 459
Flux net de trésorerie généré par l'activité	10 715	8 451
Acquisition d'immobilisations	(2 141)	(2 347)
Cession d'immobilisations	27	65
Dividendes reçus	3	3
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(2 111)	(2 278)
Emission d'emprunts yc la dette du Crédit Bail	2 009	
Remboursement d'emprunt yc les dettes du Crédit Bail	(5 052)	(5 263)
Flux de trésorerie net généré par les opérations de financement	(3 043)	(5 263)
Variation de la trésorerie par les flux	5 562	909
Trésorerie d'ouverture	9 267	8 358
Trésorerie de clôture	14 830	9 267
Variation de la trésorerie par les soldes	5 562	909

6. Référentiel comptable, méthodes de consolidation

6.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés du groupe BatiSanté sont établis conformément aux règles et principes comptables en vigueur en France. Les dispositions du règlement n°99-02 du Comité de la Réglementation Comptable sont appliquées.

Toutes les sociétés du Groupe BatiSanté clôturent au 31 décembre.

Sauf indication contraire les informations financières sont présentées en milliers d'euros.

6.2 Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation sont les suivantes :

- Les filiales sur lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale ;
- Les participations dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint avec un nombre limité d'autres actionnaires sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle ;
- Les participations non contrôlées par le Groupe mais sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence ;
- Les opérations et les soldes intragroupe significatifs sont éliminés.

Au 31 décembre 2020 toutes les filiales du Groupe sont intégrées globalement. Le périmètre de consolidation est présenté dans la partie « périmètre de consolidation ».

6.3 Date de clôture des exercices des sociétés consolidées

Les sociétés sont consolidées sur la base de leur exercice arrêté au 31 décembre 2020 d'une durée de 12 mois pour l'ensemble des sociétés.

7. Méthodes et règles d'évaluation

7.1. Écarts d'acquisition

Conformément aux dispositions réglementaires, les écarts d'acquisition représentent la différence entre :

- Le coût d'acquisition des titres
- Et la quote-part de l'entreprise acquéreuse dont les actifs et passifs identifiés ont été réévalués à la date d'acquisition.

Le coût d'acquisition des titres est égal au montant de la rémunération remise au vendeur majoré des coûts directement imputables à l'acquisition (nets d'impôt) et des ajustements de prix éventuels mesurés de façon fiable et dont le versement est probable.

Ce poste enregistre donc les écarts consécutifs à une acquisition que la société n'a pu affecter à un poste de l'actif immobilisé avec une précision et une fiabilité suffisante sans coût disproportionné.

Les écarts d'acquisition positifs sont ainsi inscrits à l'actif immobilisé. Conformément à la réglementation les écarts d'acquisition ne font plus l'objet d'amortissement systématique.

Ils sont amortis linéairement sur une durée reflétant, aussi raisonnablement que possible, les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors des acquisitions.

Par application de l'article 2 du nouveau règlement ANC 2015-07, le Groupe BatiSanté a été conduit à s'interroger sur le caractère limité ou non de la durée de l'écart d'acquisition.

Le Groupe a décidé de continuer d'amortir tous les écarts d'acquisitions inscrits au bilan consolidé à la clôture de l'exercice 2016 sur la durée d'utilisation antérieurement déterminée sans exception.

Le Groupe BatiSanté a procédé à l'examen des aspects techniques et juridiques des transactions relatives à l'acquisition du Groupe ABSA et de la société AP3D.

Le groupe a été conduit à constater qu'il y a une limite prévisible à la durée des écarts d'acquisition enregistrés en considérant que les prix d'acquisition sont basés sur des contrats dont la pérennité n'est pas acquise.

Ces écarts d'acquisition sont réputés avoir une durée de vie de 10 ans et seront amortis linéairement en conséquence.

Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de valeurs lorsqu'un indice de perte de valeur a été identifié.

Les écarts d'acquisition ont été affectés par Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) correspondant aux pôles opérationnels définis dans le cadre du suivi de l'activité du groupe à savoir :

- Le pôle « Protection Incendie » ;
- Le pôle « Diagnostic Technique » ;
- Le pôle « Protection Nuisibles et Assainissement ».
- Le pôle « Dépannage et Travaux »
- Le pôle IT

Des tests de valeur sont effectués au niveau de chaque UGT en appliquant la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés.

Une dépréciation est comptabilisée en résultat de façon irréversible, si la valeur nette comptable de l'écart d'acquisition est supérieure à sa valeur actuelle. La valeur actuelle est la valeur la plus élevée entre la valeur vénale et la valeur d'utilité déterminée sur la base d'une évaluation globale, fondée principalement sur les niveaux d'activité, la rentabilité passée ou prévisible, les flux de trésorerie futurs actualisés ainsi que les facteurs économiques, financiers ou sectoriels.

Les écarts d'acquisition négatifs sont inscrits en provisions pour risques et charges et font l'objet de reprises sur une durée reflétant, aussi raisonnablement que possible, les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors de l'acquisition.

7.2. Immobilisations Incorporelles

7.2.1. Marques et licences

Les marques et les licences acquises sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Les licences ont une durée d'utilisation finie. Les marques n'ont pas de durée d'utilisation déterminée (car elles sont régulièrement entretenues) et ne sont en conséquence, pas amorties.

7.2.2. Logiciels et sites internet

Les licences de logiciels sont inscrites à l'actif sur la base des coûts encourus pour acquérir et pour mettre en service les logiciels concernés. Ces coûts sont amortis sur la durée d'utilisation estimée des logiciels (36 mois). Les coûts de création de sites Internet marchands sont comptabilisés en charges ou en immobilisations en fonction de la phase de développement des sites :

- Les dépenses de recherche préalable sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont engagées.
- Les dépenses de développement et de production sont immobilisées pour entrer dans le coût de production de l'actif.
- Les dépenses encourues après l'achèvement du site sont comptabilisées en charges sauf si elles permettent au site de générer des avantages économiques futurs supplémentaires et peuvent être évaluées et attribuées à l'actif de façon fiable.

7.3. Immobilisations corporelles

Le matériel informatique, les véhicules et les aménagements des bureaux représentent pour l'essentiel des immobilisations corporelles.

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés et, le cas échéant, les coûts de démantèlement, d'enlèvement et de remise en état du site sur lequel est située l'immobilisation.

Les dépenses courantes de réparation et de maintenance sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont supportées.

Les intérêts sur emprunts encourus pendant la période de développement et de construction sont incorporés au coût de revient des immobilisations concernées.

L'amortissement est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

À ce titre, le mode linéaire est en général retenu sur les durées suivantes :

- Matériel informatique : 3 ans ;
- Véhicules neuf : 3 - 5 ans ;
- Véhicules rachetés à la fin du crédit-bail : 1 an
- Véhicules à deux roues : 1 an
- Mobilier, agencement et équipements : 3 - 5 ans.

La valeur nette comptable d'un actif est immédiatement dépréciée pour le ramener à sa valeur actuelle lorsque la valeur nette comptable de l'actif est significativement supérieure à sa valeur actuelle estimée.

7.4. Test de dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'un indicateur de perte de valeur a été identifié. Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur nette comptable de l'actif est supérieure à la valeur actuelle, déterminée en fonction de la valeur la plus élevée entre la valeur vénale ou de la valeur d'usage.

Pour les actifs destinés à être conservés et utilisés, la valeur actuelle est le plus souvent déterminée sur la base de la valeur d'usage, celle-ci correspondant à la valeur des avantages économiques futurs attendus de son utilisation et de sa sortie. Elle est appréciée notamment par référence à des flux de trésorerie futurs actualisés déterminés dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la Direction du Groupe.

7.5. Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont enregistrées à leur coût d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les titres de participation non consolidés sont inscrits à leur coût historique d'acquisition qui inclut, le cas échéant, les frais directement imputables à l'acquisition. Une dépréciation est constatée si cette valeur est supérieure à la valeur d'utilité appréciée par la Direction sur la base de différents critères tels que la valeur de marché, les perspectives de développement et de rentabilité et les capitaux propres, en prenant en compte la nature spécifique de chaque participation.

7.6. Stocks et travaux en cours

Les stocks d'approvisionnement et de marchandises sont évalués à leur coût d'acquisition à l'aide de la méthode du dernier prix d'achat connu.

Les produits fabriqués et les travaux en cours sont évalués à leur coût de production qui englobe les coûts de conception, les matières premières, les coûts directs de main d'œuvre, les autres coûts directs et les frais généraux de production engagés pour amener les biens dans l'état et à l'endroit où ils se trouvent (sur la base d'une capacité d'exploitation normale).

Une dépréciation, égale à la différence entre la valeur nette comptable et le montant le plus élevé entre la valeur vénale et la valeur d'usage, est comptabilisée à la clôture afin de ramener les stocks à leur valeur actuelle. Cette dépréciation tient compte des perspectives de vente et des prix notamment pour les articles bradés.

7.7. Clients et autres débiteurs

Les créances clients sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une dépréciation des créances clients est constituée dès qu'apparaît une perte probable sur la base d'une méthode statistique. Des difficultés financières importantes rencontrées par le débiteur, la probabilité d'une faillite, une défaillance ou un défaut de paiement (créance échue depuis plus de 30 jours) constituent des indicateurs de dépréciation d'une créance. La valeur comptable de l'actif est diminuée via un compte de dépréciation. Lorsqu'une créance est irrécouvrable, elle est comptabilisée en charge en contrepartie de la reprise de la dépréciation.

7.8. Disponibilités

La rubrique « Disponibilités » comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vue et les découverts bancaires. Les découverts bancaires figurent au bilan dans les « Emprunts et dettes financières », mais ils sont inclus dans le total de la trésorerie présenté dans le tableau de flux de trésorerie.

7.9. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Elles font, si nécessaire, l'objet d'une dépréciation, calculée pour chaque ligne de titres de même nature, afin de ramener leur valeur au cours de bourse moyen du dernier mois ou à leur valeur probable de négociation pour les titres non cotés.

7.10. Impôts différés

Conformément aux dispositions du CRC 99-02, le Groupe comptabilise des impôts différés en cas :

- De différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé,
- De crédits d'impôts et de reports déficitaires.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en appliquant le dernier taux d'impôt en vigueur pour chaque société.

Les montants d'impositions différées actives et passives sont compensés pour une même entité fiscale.

Les actifs d'impôts différés sont constatés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible, qui permettra d'imputer les différences temporaires.

Aucun actif ni passif d'impôt différé n'est comptabilisé lors de l'élimination, en consolidation, des résultats de cession interne de titres de participation d'entreprises consolidées ou des dépréciations et des provisions pour risques et charges, déductibles fiscalement, portant sur ces titres.

7.11. Engagements de retraite et prestations assimilées

Le Groupe a adopté la méthode 1 de la recommandation ANC no 2013-02 pour l'évaluation et la comptabilisation de ses engagements de retraite et avantages similaires.

Les sociétés du Groupe disposent de différents régimes de retraite, toutefois, le principal engagement de retraite supporté par le Groupe est constitué par les indemnités de fin de carrière (IFC) du personnel des entités françaises, la législation prévoyant que des indemnités sont versées aux salariés au moment de leur départ en retraite, en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite. Le coût actuariel des engagements est pris en charge chaque année pendant la durée de vie active des salariés et il est comptabilisé en résultat en « Dotations aux amortissement et provisions ». L'incidence des variations d'hypothèses est constatée immédiatement en compte de résultat et le coût des services passés non encore acquis est, le cas échéant, étalé linéairement sur la période moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient définitivement acquis aux salariés.

7.12. Provisions

Les provisions pour risques et charges sont comptabilisées lorsque :

- Le Groupe est tenu par une obligation légale ou implicite découlant d'événements passés ;
- Il est probable qu'une sortie de ressources, sans contrepartie au moins équivalente, sera nécessaire pour éteindre l'obligation ;
- Et le montant de la provision peut être estimé de manière fiable.

Les provisions pour risques et charges englobent les pénalités de résiliation de contrats de location et les indemnités de fin de contrat de travail. Les pertes opérationnelles futures ne sont pas provisionnées.

Les passifs éventuels, correspondant à une obligation qui n'est ni probable ni certaine à la date d'arrêté des comptes, ou à une obligation probable pour laquelle la sortie de ressources ne l'est pas, ne sont pas comptabilisés. Ils font l'objet d'une information en annexe.

7.13. Reconnaissance des produits

Un produit est comptabilisé dans le résultat de l'exercice s'il est :

- Réalisé, c'est-à-dire qu'il est certain dans son principe et son montant ;
- Et acquis à l'exercice.

Les produits figurent nets de la taxe sur la valeur ajoutée, des retours de marchandises, des rabais et des remises, et déduction faite des ventes intragroupe.

Les principaux produits issus des activités du Groupe sont comptabilisés de la manière suivante :

Le Groupe vend des services Ces services entrent dans le cadre de contrats facturés sur la base du temps et des ressources ou de contrats à forfait.

- Les produits découlant des contrats facturés sur la base du temps et des ressources, qui concernent généralement les services d'intervention, sont comptabilisés aux taux horaires contractuels de la main d'œuvre au fur et à mesure que les heures sont travaillées et que les coûts directs sont engagés.
- Les produits liés aux contrats à forfait sont comptabilisés selon la méthode du pourcentage d'avancement des prestations, qui prévoit que les produits soient généralement comptabilisés sur la base du rapport entre les services réalisés et le total des services à fournir.
- Les produits découlant des contrats à forfait portant sur les services de transport sont généralement comptabilisés au cours de la période durant laquelle les services sont fournis de façon linéaire sur la durée du contrat.

Lorsque les circonstances conduisent à un changement de l'estimation initiale des produits, des coûts ou du degré d'avancement, l'estimation est révisée. Ces révisions peuvent donner lieu à une augmentation ou une diminution des produits ou des coûts estimés et sont comptabilisées au compte de résultat de la période durant laquelle la Direction prend connaissance de ces circonstances.

7.14. Contrats de location-financement

Les contrats de location en vertu desquels une partie importante des risques et des avantages inhérents à la propriété est conservée par le bailleur sont classés en contrats de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple (nets des avantages obtenus du bailleur) sont comptabilisés en charges au compte de résultat de façon linéaire sur la durée du contrat de location.

Les biens financés par un contrat de location qui transfère au Groupe les risques et avantages liés à la propriété sont comptabilisés dans les immobilisations avec inscription en contrepartie d'une dette financière.

Un bien entre dans cette catégorie si le contrat de location remplit une seule de ces conditions :

- Le contrat prévoit le transfert obligatoire de la propriété à la fin de la période de location,
- Le contrat contient une option d'achat et les conditions de l'option sont telles que le transfert de propriété paraît hautement probable à la date de conclusion du bail,
- La durée du contrat couvre l'essentiel de la durée de vie du bien dans les conditions d'utilisation du preneur,

- La valeur actualisée de la somme des redevances minimales prévues au contrat est proche de la juste valeur du bien.

7.15. Critères retenus pour identifier les produits et les charges exceptionnels

Ces rubriques ne sont alimentées que dans le cas où un événement majeur intervenu pendant la période comptable est de nature à fausser la lecture de la performance de l'entreprise. Il s'agit donc de produits ou charges en nombre très limité, inhabituels, anormaux et peu fréquents - de montants particulièrement significatifs - que l'entreprise présente de manière distincte dans son compte de résultat pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante.

Les produits et les charges exceptionnels sont des éléments peu nombreux, bien identifiés, non récurrents, significatifs au niveau de la performance consolidée et généralement repris dans la communication financière de l'entreprise. Ces éléments sont précisément décrits dans une note annexe en montant et en nature.

7.16. Résultat par action

Le résultat par action correspond au résultat net consolidé – part du Groupe – se rapportant au nombre moyen pondéré d'actions de la société mère, en circulation au cours de l'exercice (à l'exception des actions propres).

7.17. Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers conduit la Direction du groupe à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui affectent les montants qui figurent dans ces états financiers et les notes qui les accompagnent, en ce qui concerne notamment les immobilisations corporelles, les impôts différés, les écarts d'acquisition et les autres actifs incorporels. Le Groupe fonde ses estimations sur son expérience passée ainsi que sur un ensemble d'autres facteurs jugés raisonnables au regard des circonstances afin de se forger un jugement sur les valeurs à retenir pour ses actifs et passifs. Les résultats réalisés peuvent in fine diverger sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de situations différentes.

8. Evènements significatifs de l'exercice

L'épidémie de Covid-19 et les mesures de confinement intervenues au cours du 1er et 2ème trimestre 2020 ont eu un impact sur l'activité de la société qu'il est difficile de vraiment mesurer.

Toutefois, les premières analyses conduisent à l'absence de difficultés financières majeures et ne remettent pas en cause le principe de continuité d'exploitation à douze mois.

En outre, trois PGE d'un montant total de 2.000 K€ ont été obtenus en Mai 2020.

Au cours de l'exercice 2020, le groupe a bénéficié du dispositif d'activité partielle dont le montant s'est élevé à 854 K€ pour l'ensemble des sociétés du Groupe.

9. Périmètre de consolidation

9.1. Activité

La société Groupe BatiSanté et ses filiales sont spécialisées dans les activités relatives à la protection du bâtiment et de ses occupants :

- Diagnostic Technique du bâtiment,
- Protection Nuisibles et Assainissement
- Dépannage et travaux,
- Protection Incendie,
- IT.

L'ensemble forme le groupe BatiSanté qui opère exclusivement en France.

Son siège social est situé, 9 rue Edmond Michelet 93360 Neuilly Plaisance.

9.2. Informations sectorielles

Pour les besoins de l'information sectorielle, un pôle d'activité est défini comme un ensemble homogène de produits, services, métiers qui est individualisé au sein de l'entreprise, de ses filiales ou de ses divisions opérationnelles.

La segmentation adoptée pour l'analyse sectorielle est issue de celle qui prévaut en matière d'organisation interne du Groupe. Les d'activités du Groupe sont divisées en cinq pôles :

- Protection Nuisibles et Assainissement
- Diagnostic technique
- Protection Incendie
- Dépannage et travaux
- IT

9.3. Liste des sociétés consolidées

Périmètre de consolidation	Méthode de consolidation	2020.12		2019.12	
		Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêts	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêts
GROUPE BATISANTE	Intégration globale	Société intégrante	Société intégrante	Société intégrante	Société intégrante
SAGEX SAS	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
ETB ASCENSEURS SAS	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
DEP SAS	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
CHRISTAL SAS	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
01 CONTRÔLE SAS	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
TOPICS SAS	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
BATISANTE NORD	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
BATISANTE SUD	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
VOLTAIR	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
BATISANTE RHÔNE ALPES	Intégration globale	100%	100%	100%	100%

10. Comparabilité des comptes

10.1 Changements comptables

Aucun changement comptable suffisamment significatif n'est susceptible d'affecter la comparabilité des comptes.

10.2 Changements de méthode de consolidation

Aucun événement susceptible d'affecter la comparabilité des comptes n'est intervenu sur la période.

11. Explications des comptes du bilan et du compte de résultat et leurs variations.

Les tableaux suivants font partie intégrante des comptes consolidés.

Note 1. Écart d'acquisition

Ecart d'acquisition	2020.12	2019.12
Valeur brute à l'ouverture	141 357	141 357
Impact variation de pourcentage d'intérêts		
Valeur brute à la clôture	141 357	141 357
Amortissement cumulé à l'ouverture	(133 519)	(131 868)
Dotation de la période	(1 651)	(1 651)
Amortissement cumulé à la clôture	(135 170)	(133 519)
Valeur nette à la clôture	6 188	7 839

L'affectation des écarts d'acquisition par pôles est présentée ci-dessous.

Note 1a. Affectation des écarts d'acquisition

Affectation des écarts d'acquisition	Valeur brute à l'ouverture	Valeur brute à la clôture	Amortissement de la période	Amortissement cumulé	Valeur nette à la clôture
Pôle Hygiène	37 723	37 723	(1 317)	(32 271)	5 452
Diagnostic technique	78 029	78 029	(1)	(78 022)	7
Dépannage et travaux	1 578	1 578	(171)	(1 121)	457
Pôle Incendie	22 671	22 671	(30)	(22 529)	142
Pôle IT	1 356	1 356	(131)	(1 226)	130
Valeur à la clôture	141 357	141 357	(1 651)	(135 171)	6 188

Note 2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles se décomposent comme suit.

Immobilisations incorporelles	Ouverture	Augmentation	Dotation d'exploitation	Clôture
Concessions, brevets & droits similaires	6 289	428		6 717
Fonds commercial	110			110
Autres immobilisations incorporelles	3			3
Immobilisations incorporelles - valeur brute	6 402	428		6 830
Amt/Dép. conc. brevets & dts similaires	(6 382)		(364)	(6 746)
Immobilisations incorporelles - amortissements	(6 382)		(364)	(6 746)
Immobilisations incorporelles nettes	20	428	(364)	83

Note 3. Immobilisations corporelles

Immobilisations corporelles	Ouverture	Augmentation	Dotation d'exploitation	Diminution	Reclassement	clôture
Constructions	369	50		(9)		410
Installations tech, matériel & outillage	1 584	68		(46)	(2)	1 604
Autres immobilisations corporelles	1 402	152		(9)		1 545
Matériel de transport	6 947	1 117		(278)	(18)	7 769
Mobilier, matériel de bureau, informatique	2 549	294		(188)		2 654
Immobilisations corporelles brutes	12 852	1 681		(630)	(20)	13 982
Amt/Dép. Matériel transport	(323)		(14)	9		(328)
Amt/Prov. mobilier, matériel de bureau, informatique	(1 306)		(128)	51	7	(1 376)
Amt/Dép. autres immobilisations corp.	(830)		(133)		(6)	(969)
Amt/Dép. matériel de transport	(5 063)		(962)	186	20	(5 820)
Amt/Prov. mobilier, matériel de bureau, informatique	(2 153)		(241)	188	2	(2 204)
Immobilisations corporelles - amortissements	(9 675)		(1 478)	434	23	(10 697)
Immobilisations corporelles nettes	3 176	1 681	(1 478)	(97)	3	3 285

Dans les autres immobilisations corporelles, sont inclus les véhicules pris en contrat de Crédit-Bail. Aussi la note 3.a spécifie le niveau du matériel en Crédit-Bail au sein du groupe. Ces véhicules comprennent aussi bien ceux dont les contrats sont arrivés à terme et rachetés par le Groupe que ceux qui sont en cours de contrats.

Dans le cadre du suivi de ces véhicules, le groupe procède à un retraitement en cas de sinistre survenu sur les véhicules sous contrats et qui les rendent inutilisables (interruption du contrat de Crédit-Bail). Ainsi seuls apparaissent en véhicules pris en Crédit-Bail ceux qui sont passés par un contrat que ceux-ci soient en fin de contrat ou en cours de contrat. La durée d'amortissement de ces véhicules est la même que celle du groupe pour les véhicules neufs c'est-à-dire 5 ans et lorsque l'un de ces véhicules est racheté en fin de contrat, le groupe prévoit une durée d'utilisation de 12 mois.

Note 3 a. Véhicules pris en Crédit-Bail

Immobilisations en Crédit Bail	Ouverture	Dotation d'exploitation	Diminution	Clôture
Matériel de transport en Crédit Bail	3 831		(112)	3 719
Valeur brute du matériel pris en Crédit Bail	3 831		(112)	3 719
Amort du matériel de transport en Crédit Bail	(3 515)	(271)	67	(3 719)
Amort du matériel de transport en Crédit Bail	(3 515)	(271)	67	(3 719)
Immobilisations nettes en Crédit bail	315	(271)	(45)	

A la clôture 31/12/2020 le groupe ne retraite plus les contrats de crédit-bail, les dettes liées aux entrées d'actifs des années antérieures ont été soldées.

Note 4. Immobilisations financières

Immobilisations financières	Ouverture	Augmentation	Clôture
Prêts, cautionnements et autres créances - non courants	359	10	361
Immobilisation financière valeur brute	359	10	361
Immobilisations financières - dépréciation			
Immobilisation financières - valeur nette	359	10	361

Note 5. Stocks et encours de production

Stocks et encours de production	Ouverture	Variation	dotation exploitation	reprise exploitation	Clôture
Stocks - en-cours de production	195	(46)			149
Stocks de marchandises	843	147			990
Stocks et en cours - Valeur brute	1 038	101			1 139
Dép. des stocks de marchandises	(64)		(6)	16	(53)
Stocks et en cours - dépréciation	(64)		(6)	16	(53)
Stocks et en cours - valeur nette	974	101	(6)	16	1 086

Note 6. Clients et comptes rattachés

Clients et comptes rattachés	Ouverture	Variation	Dotations d'exploitation	Reprise d'exploitation	Clôture
Clients et comptes rattachés	13 049	(192)			12 853
Clients douteux ou litigieux	6	(1)			5
Clients - Produits non encore facturés	1 169	(611)			558
Clients et comptes rattachés - Valeur brute	14 224	(805)			13 418
Dép. clients et comptes rattachés	(715)		(31)	183	(563)
Clients et comptes rattachés - Dépréciation	(715)		(31)	183	(563)
Clients et comptes rattachés - Valeur nette	13 509	(805)	(31)	183	12 853

Note 7. Autres créances et comptes de régularisation

Autres créances et comptes de régularisation	OUVERTURE	VARIATION	CLÔTURE
Créances fiscales et sociales	2 011	66	2 077
Charges constatées d'avance	645	109	754
Autres créances d'exploitation	208	37	245
Autres créances et comptes de régularisation	2 864	212	3 076
Impôts différés - actif	802	331	1 133

Les créances fiscales et sociales correspondent pour l'essentiel à des créances de TVA pour 1 864 K€. Quant aux autres créances d'exploitation, elles correspondent à des avances et acomptes versés aux fournisseurs.

Note 8. Disponibilités

Disponibilités	Ouverture	Variation	Clôture
VMP - Equivalents de trésorerie	687	(599)	88
Disponibilités	8 587	6 160	14 747
Intérêts courus non échus s/ dispo.	1	1	2
Total disponibilités	9 275	5 561	14 837

Note 9. Provisions

Provisions	Ouverture	Dotation d'exploitation	Reprise exceptionnelle	Reprise d'exploitation	Clôture
Provision pour risques d'exploitation	710	148	(100)	(120)	812
Autres provisions pour risques >1 an	227	102			156
Autres provisions pour charges > 1an	999	5	(561)	(12)	432
Provisions pour pensions et retraites - non courant	2 525	501		(14)	3 012
Provisions	4 461	756	(661)	(145)	4 411

Note 10. Dettes financières et emprunts

Dettes financières	Ouverture	Augmentation	Diminution	Relassement	Clôture
Emprunt Senior- Tranche A - non courant	8 445		(3 378)		5 067
Emprunts obligataires - non courant	15 774				15 774
Intérêts capitalisés sur obligations convertibles	486	661		(646)	501
Emprunts auprès établis. de crédit < 1 an	120		(120)		
Emprunts auprès établis. de crédit > 1 an	(29)		29		
Intérêts capitalisés sur emprunts obligataires	1 789			646	2 436
Dépôts et cautionnements (reçus) - part < 1 an	5	10			14
Intérêts courus non échus - Trésorerie passive	8	(1)			7
Intérêts courus sur emprunts - non courant		10			10
Emprunt Tranche C1 - non courant	7 917		(1 583)		6 333
Emprunt Tranche C2 - non courant	10 000				10 000
Emprunt Tranche C3 - non courant	6 500				6 500
Autres emprunts et dettes assimilées - courant		2 000			2 000
Total dettes financières	51 015	2 680	(5 052)		48 642

Note 10 a. Dettes de crédit-bail

Les dettes financières liées au crédit-bail ont été intégralement soldées au 31/12/2020

Note 10 b. Échéancier des dettes financières

Echéancier des dettes financières	Clôture	Moins d'un an	1 à 5 ans
Intérêts courus sur emprunts - non courant	10	10	
Dépôts et cautionnements (reçus) - part < 1 an	14	13	
Intérêts capitalisés sur obligations convertibles	501		501
Intérêts capitalisés sur emprunts obligataires	2 436		2 436
Emprunts obligataires - non courant	15 774		15 774
Intérêts courus non échus - Trésorerie passive	7	7	
Autres emprunts et dettes assimilées - courant	2 000	2 000	
Emprunt Senior- Tranche A - non courant	5 067		5 067
Emprunt Tranche C1 - non courant	6 333		6 333
Emprunt Tranche C2 - non courant	10 000		10 000
Emprunt Tranche C3 - non courant	6 500		6 500
Total dettes financières dont maturité	48 642	2 031	48 611

Note 11. Fournisseurs

Dettes fournisseurs	Ouverture	Variation	Clôture
Dettes fournisseurs	2 345	(226)	2 118
Fournisseurs - Factures non parvenues	2 469	94	2 563
Dettes fournisseurs	4 813	(132)	4 681

Note 12. Dettes et comptes de régularisation

Autres dettes et comptes de régularisation	Ouverture	Variation	Clôture
Autres dettes d'exploitation	22	5	27
Dettes s/ acquis. d'actifs - courant	247	(23)	224
Dettes sociales - courant	4 931	2 812	7 743
Dettes fiscales (hors IS et CVAE) - courant	3 715	654	4 369
Prod constatés d'avance & aut. cptes de régul.	507	(77)	431
Clients - Avoirs et RRR	83	146	229
Dette provisionnée Participation des salariés	380	454	834
Dettes fiscales (hors IS) CVAE - courant	35	(12)	24
Clients créditeurs	50		50
Autres dettes et comptes de régularisation	9 970	3 962	13 932
Impôts différés - passif			

Les dettes sociales sont pour l'essentiel des provisions sur les congés payés pour un montant de 1 710 K€ et les charges sociales sur cette provision pour environ 638 K€. Les dettes fiscales sont essentiellement de la TVA due.

Note 13. Impôts différés

Les impôts différés par nature se présente comme suit :

Impôts différés par nature	ouverture	variation	clôture
Impôts différés - actif	802	330	1 133
Impôts différés - passif			
Impôts différés par nature	802	330	1 133

Le détail des impôts différés actifs et passifs est donné dans la note explicative de l'impôt différé par le résultat.

Note 14. Chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires	2020.12	2019.12	variation
Production vendue de services	44 891	46 038	(1 147)
Ventes de marchandises	5 728	5 332	395
Produits des activités annexes	12	46	(34)
Rabais, remises & ristournes s/ ventes	(198)	(128)	(69)
Chiffre d'affaires	50 433	51 288	(855)

Note 15. Autres produits

Autres produits d'exploitation	2020.12	2019.12	variation
Production stockée	(46)	8	(54)
Production immobilisée	278	214	64
Subventions d'exploitation	3	2	1
Autres produits	239	314	(75)
Transferts de charges d'exploitation	125	136	(11)
Transferts de charges - Avantages en nature	85	78	7
Subvention d'exploitation (Aide à l'embauche)	5		5
Autres produits d'exploitation	689	752	(63)

Note 16. Achats consommés

Achats consommés	2020.12	2019.12	variation
Achat m.p., fournit. & aut. appro.	(2 806)	(2 639)	(167)
Variation stocks de marchandises	147	(36)	183
Achats de marchandises	(1 012)	(1 010)	(2)
Rabais, remises & ristournes s/ achats	34	60	(25)
Achats non stockés matériels & Fournit.	(566)	(536)	(30)
Achats consommés	(4 203)	(4 161)	(42)

Note 17. Charges de personnel et effectif moyen

Charges de personnel	2020 12	2019 12	variation
Rémunérations du personnel	(19 136)	(19 002)	(134)
Charges de sécurité soc. et de prévoy.	(7 652)	(7 493)	(159)
Autres charges de personnel	(1 098)	(910)	(188)
Participation des salariés	(453)	(380)	(72)
Congés Payé et Réduction du Temps de Travail (RTT)	(201)	(60)	(142)
Charges de personnel	(28 540)	(27 845)	(695)

Effectif moyen	2020.12	2019.12
CHRISTAL SAS	102	102
DEP SAS	102	101
SAGEX SAS	109	105
ETB ASCENCEURS SAS	7	8
GROUPE BatiSanté	134	131
01 CONTRÔLE SAS	20	20
TOPICS SAS	9	10
BATISANTE NORD	16	14
VOLT'AIR	29	30
BATISANTE SUD	13	10
BATISANTE RHÔNE ALPES	7	8
Effectif moyen	548	538

Note 18. Autres charges d'exploitation

Autres charges externes	2020 12	2019 12	variation
Autres charges	(123)	(118)	(5)
Sous-traitance générale	(591)	(682)	91
Primes d'assurance (hors véhicules)	(158)	(156)	(1)
Locations et charges locatives	(59)	(81)	22
Rémun. d'intermédiaires & honoraires	(876)	(948)	72
Autres charges externes	(72)	(78)	6
Entretiens et réparations	(462)	(347)	(115)
Achats études & prestations de services	(573)	(652)	79
Coûts Véhicules	(1 718)	(1 977)	258
Location et entretien immobilier	(1 099)	(1 187)	88
Divers documentation, séminaires	(23)	(19)	(4)
Personnel extérieur à l'entreprise	(138)	(26)	(113)
Pub , publication, relations publiques	(187)	(350)	163
Déplacements, missions et réceptions	(682)	(871)	189
Frais postaux et de télécommunications	(525)	(387)	(137)
Services bancaires et assimilés	(42)	(51)	10
Pertes sur créances irrécouvrables	(69)	(205)	136
Autres	(15)	(53)	38
Autres charges externes	(7 411)	(8 188)	777

Note 19. Impôts et taxes

Impôts et taxes	2020.12	2019 12	variation
Impôts et taxes sur rémunérations	(260)	(130)	(130)
Autres impôts et taxes	(99)	(133)	34
CVAE	(625)	(617)	(8)
Contribution Economique Territoriale (CET)	(283)	(301)	18
Taxe sur les véhicules des sociétés	(44)	(45)	1
Impôts et taxes	(1 311)	(1 225)	(86)

Note 20. Variations nettes des amortissements et des dépréciations

Variations nettes des amortissements et des dépréciations	2020 12	2019 12	variation
Rep./dép des créances (actif circulant)	183	107	77
Dot / Prov sur créances (actif circulant)	(31)	(240)	209
Dot./Amt & dép immo. incorporelles	(364)	(777)	413
Dot./Amt. & dép. immo. corporelles	(1 478)	(1 483)	5
Dot aux prov. d'exploitation	(255)	(510)	255
Dot./dép des stocks MP et marchandises	(6)	(13)	8
Rep./provisions d'exploitation	131	622	(491)
Rep. dép. des stocks MP et marchandises	16	117	(101)
Dot./Prov engagements de retraite	(501)	(906)	405
Rep./Prov. engagements de retraite	14	9	5
Variations nettes des amortissements et des dépréciations	(2 280)	(3 074)	784

Note 21a. Produits financiers

Produits financiers	2020 12	2019 12	variation
Dividendes	3	3	
Revenus actifs financ. hors équiv. de trésorerie	19	25	(6)
Produits financiers	23	31	(8)

Note 21.b Charges financières

Charges financières	2020 12	2019 12	variation
Charges d'intérêts sur emprunt	(679)	(643)	(37)
Charges d'intérêts décaissées	(713)	(864)	151
Charges financières	(1 393)	(1 509)	116

Note 21.c Reprises financières

Reprises financières	2020 12	2019 12	variation
Rep /dép des actifs financiers	1		1
Autres produits financiers	1	2	(2)
Reprises financières	2	2	(1)

Note 22.a Produits exceptionnels

Produits exceptionnels	2020 12	2019 12	variation
Produits excep. s/ exercices antérieurs	36	92	(57)
Produits de cession d'immo. corp.	27	65	(38)
Dot. aux prov. exceptionnelles	62	49	14
Autres produits exceptionnels		1	(1)
Autres reprises exceptionnelles	661	28	632
Produits exceptionnels	786	236	550

Les autres reprises exceptionnelles correspondent essentiellement à une reprise de provision pour risque chez BatiSanté.

Note 22.b Charges exceptionnelles

Charges exceptionnelles	2020 12	2019 12	variation
Pénalités , amendes fiscales et pénales	(10)	(16)	7
Charges excep. s/ exercices antérieurs	(17)	(151)	135
VNC des immo cédés	(97)	(298)	202
Dot. aux prov. exceptionnelles	(62)	(1 037)	974
Autres charges exceptionnelles	(211)	(446)	235
Rémun honoraires sur opérations exceptionnelles	(283)	(451)	168
Commissions d'engagement et frais sur émission d'emprunts	(45)	(45)	
Charges exceptionnelles	(726)	(2 445)	1 720

Note 23.a Impôts sur le bénéfice

Impôts sur les bénéfices	2020.12	2019.12	variation
Impôts différés	331	403	(71)
Impôt exigible	(2 076)	(1 779)	(297)
Carry-back	13	13	()
Impôts sur les bénéfices	(1 732)	(1 364)	(368)

Note 23.b Impact des impôts différés sur le compte de résultat

Impôt différé par le compte de resultat	ouverture	variation	clôture
ID / différences temporaires	170	126	295
ID / Autres retraitements.	(23)		(23)
ID / Elimination des résultats internes	101	3	104
Activation de reports déficitaires	10	27	37
ID / Annulation provisions réglementées	(57)	(10)	(66)
ID / Retraitement des engagements de retraite	631	122	753
ID / Retraitement du crédit-bail locataire	(64)	64	()
Autres retraitements	(53)		(53)
Frais sur titres	85		85
Impôt différé actif	802	331	1 133

Note 23.d Preuve d'impôt

Preuve d'impôt	2020.12	2019.12	variation
Résultat de l'exercice	2 677	843	1 834
Charges et produits sur écarts d'acq.	1 651	1 651	
Impôts sur les bénéfices	1 732	1 364	368
Résultat retraité	6 060	3 858	2 202
Taux d'impôt	28,00%	31,00%	
Charge d'impôt théorique	1 697	1 196	501
Ecart - charge réelle et charge théorique	35	168	(133)
Crédits impôts	(13)	(13)	
Différences permanentes	40	99	(59)
Différences de taux et contribution additionnelle	9	79	(70)
Déficits consommés		(6)	6
Autres		9	(9)
Explication de l'écart	35	168	(133)

Note 24. Dotation aux écarts d'acquisition

Dotation aux écarts d'acquisition	2020.12	2019.12
Charges et produits sur écarts d'acq.	(1 651)	(1 651)
Dotation aux écarts d'acquisition	(1 651)	(1 651)

Note 25. Évènements Post clôture

En date du 4 janvier 2021, le groupe a acquis 100% des titres de la société SDSS, qui rejoint le pôle « Protection Sécurité ».

Deux contrôles d'URSSAF sont prévus en 2021, chez Batisanté en mai et chez Volt'Air en avril.

Note 26. : Engagements Hors Bilan

a. Nantissements des titres

Nantissement des actions des filiales détenues par la société GROUPE BATISANTE au profit du pool bancaire :

Nantissement de la totalité des titres détenus par GROUPE BatiSanté dans le capital des 10 filiales existantes à cette date.

Convention de cession de créances professionnelles portant sur les créances intragroupes que groupe BatiSanté détient au titre de contrats de prestations de service intra-groupe (Cession Dailly).